

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2005 — 1779

[C — 2005/35830]

**29 JUIN 2005. — Modification du règlement d'ordre et procédure
du Conseil flamand des litiges pour la radio et la télévision du 17 mai 2000**

Le Conseil flamand des litiges pour la radio et la télévision,

Vu les décrets relatifs à la radiodiffusion et à la télévision, coordonnés le 4 mars 2005, notamment les articles 23, § 1^{er}, 34, § 2, 73, 9^o et 13^o, 96, § 2 et § 3, 174 et 176;

Vu le règlement d'ordre et procédure du Conseil flamand des litiges pour la radio et la télévision du 17 mai 2000, modifié le 27 mars 2002,

Arrête :

Article unique. Dans l'article 3, alinéa premier du Conseil flamand des litiges pour la radio et la télévision du 17 mai 2000, la première phrase est remplacée par ce qui suit :

« A moins que la plainte soit manifestement non recevable ou ne relève manifestement pas de la compétence du Conseil des litiges, cas dans lequel le Conseil des litiges statue immédiatement, le président du Conseil des litiges ou le membre du personnel du Ministère de la Communauté flamande désigné à cet effet par le Gouvernement flamand, transmet sans délai une copie de la plainte au radiodiffuseur qui a assuré l'émission du programme contesté. »

Bruxelles, le 29 juin 2005.

Le fonctionnaire de la Division des Médias et du Cinéma,

M. Chatelet

Le Président,

K. Rimanque

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 1780

[2005/201886]

**4 MAI 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les modalités de reconnaissance
et de subventionnement des coordinations régionales d'écoles de devoirs et de la Fédération communautaire
des écoles de devoirs**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs et plus particulièrement les articles 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 19, 20, 21 et 26;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 novembre 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 décembre 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n^o 37.870/4 donné le 22 décembre 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions**Article 1^{er}.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :1^o « Décret » : le décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs;2^o « L'Inspection » : Les services du Gouvernement chargés de l'inspection au sein de la Direction générale de la culture.CHAPITRE II. — Procédure de reconnaissance des coordinations d'écoles de devoirs
et d'une Fédération communautaire des écoles de devoirsSection 1^{re}. — Dispositions générales**Art. 2.** § 1^{er}. La demande de reconnaissance comme Coordination régionale d'écoles de devoirs ou comme Fédération communautaire des écoles de devoirs est introduite conformément au dossier modèle établi par le Service Jeunesse.

§ 2. Le Service Jeunesse accuse réception du dossier de demande de reconnaissance. Il informe l'association demanderesse du caractère complet ou incomplet du dossier.

§ 3. Le Service Jeunesse instruit la demande de reconnaissance et sollicite l'avis de l'Inspection, dès réception du dossier complet. Il communique une proposition de décision et l'avis de l'Inspection au Ministre de la Jeunesse, dans un délai de soixante jours calendrier à dater de la réception du dossier complet. Il joint le dossier à sa proposition de décision.

§ 4. La Ministre de la Jeunesse notifie la reconnaissance ou la non-reconnaissance à l'association demanderesse, par courrier recommandé, dans un délai de cent vingt jours calendrier à dater de la réception du dossier complet par le Service Jeunesse.

Section 2. — De la reconnaissance des Coordinations régionales d'écoles de devoirs

Art. 3. § 1^{er}. Pour être recevable, la demande de reconnaissance comme Coordination régionale doit être accompagnée du projet pédagogique et du dernier plan d'action annuel visés à l'article 9, § 1^{er}, 1^o, du décret.

§ 2. Le projet pédagogique fixe les lignes générales d'action de la Coordination.

Il contient au minimum les éléments suivants :

- Les finalités;
- Les objectifs généraux (définition et articulation avec les missions définies aux articles 2, § 1^{er} et 9, § 1^{er}, du décret);
- L'analyse du public et de l'environnement;
- La situation actuelle (notamment description et analyse des attentes et besoins des écoles de devoirs);
- Les hypothèses générales de travail;
- La description des méthodes;
- La description des moyens à mettre en œuvre (notamment humains et financiers);
- La description des collaborations ou partenariats éventuels.

§ 3. Le plan d'action annuel comprend les actions envisagées en référence au projet pédagogique. Il représente un cadre de référence susceptible de connaître des ajustements en fonction de l'évolution du projet pédagogique.

Il contient au minimum les éléments suivants :

- Les objectifs opérationnels;
- La description des actions et activités concrètes se référant au moins aux axes de travail définis à l'article 9, § 1^{er}, du décret (information et orientation, services aux associations, formation);
- La description des méthodes, des moyens d'actions, des collaborations ou partenariats avec d'autres organismes ou associations;
- La programmation (notamment les différentes phases, les résultats attendus, les indicateurs d'évaluation).

Art. 4. La demande de reconnaissance contient également les statuts de l'association, la preuve des activités déjà mises en œuvre ainsi que le ressort territorial pour lequel l'association sollicite une reconnaissance.

Art. 5. La demande précise en outre le nombre, la dénomination et les coordonnées des écoles de devoirs reconnues que l'association affine dans le ressort territorial pour lequel elle sollicite la reconnaissance.

Art. 6. Le montant maximum de l'affiliation volontaire, visée à l'article 9, § 2, 7^o, du décret, est fixé à 250 euros.

Section 3. — De la reconnaissance d'une Fédération communautaire des écoles de devoirs

Art. 7. § 1^{er}. Pour être recevable, la demande de reconnaissance comme Fédération communautaire doit être accompagnée du projet pédagogique et du dernier plan d'action annuel visés à l'article 11, § 1^{er}, 1^o, du décret.

§ 2. Le projet pédagogique fixe les lignes générales d'action de la Fédération.

Il contient au minimum les éléments suivants :

- Les finalités;
- Les objectifs généraux (définition et articulation avec les missions définies aux articles 2, § 1^{er} et 11, § 1^{er}, du décret);
- L'analyse du public et de l'environnement;
- La situation actuelle (notamment description et analyse des attentes et besoins des coordinations des écoles de devoirs);
- Les hypothèses générales de travail;
- La description des méthodes;
- La description des moyens à mettre en œuvre (notamment humains, financiers);
- La description des collaborations ou partenariats éventuels.

§ 3. Le plan d'action annuel comprend les actions envisagées en référence au projet pédagogique. Il représente un cadre de référence susceptible de connaître des ajustements en fonction de l'évolution du projet pédagogique.

Il contient au minimum les éléments suivants :

- Les objectifs opérationnels;
- La description des actions et activités concrètes se référant au moins aux axes de travail définis à l'article 11, § 1^{er}, du décret (information et orientation, services aux associations, formation);
- La description des méthodes, des moyens d'action, des collaborations ou partenariats avec d'autres organismes ou associations;
- La programmation (notamment les différentes phases, les résultats attendus, les indicateurs d'évaluation).

Art. 8. La demande contient également les statuts de l'association, la liste des membres siégeant dans ses organes de direction, la liste des représentants des Coordinations régionales qui sont associés à ses organes de direction et la preuve des activités déjà mises en œuvre.

Art. 9. La demande de reconnaissance précise en outre le nombre, la dénomination et les coordonnées des Coordinations régionales reconnues que l'association regroupe.

Section 4. — Du retrait de la reconnaissance d'une Coordination régionale d'écoles de devoirs ou de la Fédération communautaire des écoles de devoirs et du recours contre la décision de retrait ou de refus de reconnaissance

Art. 10. § 1^{er}. La Ministre de la Jeunesse peut, à tout moment, décider du retrait de la reconnaissance de la Coordination régionale ou de la Fédération communautaire des écoles de devoirs qui ne respecte plus les conditions et obligations fixées par le décret et le présent arrêté.

§ 2. La Ministre de la Jeunesse notifie son intention à l'association concernée préalablement à la décision de retrait. A dater de cette notification, l'association dispose d'un délai de trente jours calendrier pour transmettre des pièces complémentaires au Ministre de la Jeunesse et lui préciser si elle désire être entendue. A dater de l'échéance de ce délai, la Ministre de la Jeunesse reçoit l'association qui a préalablement demandé à être entendue et procède ou non au retrait de la reconnaissance. Il notifie sa décision à l'association concernée par courrier recommandé.

Art. 11. § 1^{er}. Le recours contre un retrait ou un refus de reconnaissance, est introduit par lettre recommandée auprès de la Ministre de la Jeunesse, dans un délai de trente jours calendrier à dater de la notification de la décision de retrait ou de refus.

§ 2. Dès réception du recours, la Ministre de la Jeunesse soumet le dossier au Service Jeunesse et en communique copie, pour avis, à la Commission.

§ 3. Le Service Jeunesse et la Commission peuvent recevoir le ou les représentants de l'association ayant introduit un recours pour entendre leurs arguments.

§ 4. La Commission communique son avis au Service Jeunesse dans un délai de soixante jours calendrier à dater de l'introduction du recours.

§ 5. Dès réception de l'avis de la Commission, le Service Jeunesse dispose d'un délai de trente jours calendrier pour transmettre au Ministre de la Jeunesse une proposition de décision. L'avis de la Commission est joint à la proposition de décision.

§ 6. Le Gouvernement statue sur le recours dans un délai de cent vingt jours calendrier à dater de l'introduction du recours.

CHAPITRE III. — *Des subventions aux Coordinations régionales d'écoles de devoirs et à la Fédération communautaire des écoles de devoirs*

Art. 12. Pour bénéficier de la subvention visée à l'article 19 du décret, la Coordination régionale doit transmettre une demande de subvention au Service Jeunesse, au plus tard le 31 mars de l'année d'activités en cours. Cette demande est introduite par le biais du formulaire établi par le Service Jeunesse et est accompagnée d'un projet d'activités et d'un budget prévisionnel.

Art. 13. § 1^{er}. La valeur du point relatif au subside à l'emploi visé à l'article 19, alinéa 2, a), du décret, est fixée à 2.541 euros.

Ce subside à l'emploi est justifié par des pièces établissant que la Coordination régionale emploie, dans le cadre d'un contrat de travail d'employé, au minimum un équivalent temps plein dans une fonction d'animation, durant la période couverte par le subside. La Coordination régionale communique ces pièces au Service Jeunesse, au plus tard le 31 mars de l'année qui suit la période couverte par le subside.

§ 2. Le montant du subside de fonctionnement visé à l'article 19, alinéa 2, b), du décret, est fixé à 31.170 euros.

Ce subside de fonctionnement est justifié sur base d'un rapport d'activités et des comptes annuels relatifs à la période couverte par le subside. Ces documents sont communiqués au Service Jeunesse, au plus tard le 31 mars de l'année qui suit la période couverte par le subside.

Art. 14. Pour bénéficier de la subvention visée à l'article 20 du décret, la Fédération communautaire doit transmettre une demande de subvention au Service Jeunesse, au plus tard le 31 mars de l'année d'activités en cours. Cette demande est introduite par le biais du formulaire établi par le Service Jeunesse et est accompagnée d'un projet d'activités et d'un budget prévisionnel.

Art. 15. § 1^{er}. La valeur du point relatif au subside à l'emploi visé à l'article 20, alinéa 2, a), du décret, est fixée à 2.541 euros.

Ce subside à l'emploi est justifié par des pièces établissant que la Fédération communautaire emploie, dans le cadre d'un contrat de travail d'employé, au minimum un mi-temps dans une fonction d'animation, durant la période couverte par le subside. La Fédération communautaire communique ces pièces au Service Jeunesse, au plus tard le 31 mars de l'année qui suit la période couverte par le subside.

§ 2. Le montant du subside de fonctionnement visé à l'article 20, alinéa 2, b), du décret, est fixé à 13.020 euros.

Ce subside de fonctionnement est justifié sur base d'un rapport d'activités et des comptes annuels relatifs à la période couverte par le subside. Ces documents sont communiqués au Service Jeunesse, au plus tard le 31 mars de l'année qui suit la période couverte par le subside.

Art. 16. Les subventions forfaitaires visées au présent chapitre sont liquidées au plus tard le 30 juin de l'année d'activités en cours.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 17. Le Service Jeunesse organise annuellement une réunion entre les représentants de l'O.N.E. et de l'Inspection, afin qu'ils puissent s'échanger les informations relatives à l'évaluation et au contrôle des structures dont ils sont chargés en vertu du décret.

Le Service Jeunesse peut organiser des réunions supplémentaires à l'initiative de l'O.N.E. ou de l'Inspection.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 19. La Ministre de la Jeunesse est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 mai 2005.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 1780

[2005/201886]

4 MEI 2005. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de modaliteiten voor het erkennen en het subsidiëren van de regionale coördinaties van huiswerkinstituten en van de Communautaire Federatie van huiswerkinstituten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 19, 20, 21 en 26;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 november 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 2 december 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 37.870/4, gegeven op 22 december 2004, bij toepassing van artikel 84, § 1, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities***Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :1^o « Decreet » : het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten;2^o « De Inspectie » : de Regeringsdiensten die belast zijn met de inspectie binnen de Algemene directie Cultuur.HOOFDSTUK II. — *Procedure voor de erkenning van de coördinaties van huiswerkinstituten en van een Communautaire Federatie van huiswerkinstituten**Afdeling 1. — Algemene bepalingen***Art. 2.** § 1. De aanvraag om erkenning als Regionale coördinatie van huiswerkinstituten of als Communautaire Federatie van huiswerkinstituten wordt ingediend overeenkomstig het modeldossier opgesteld door de Jeugddienst.

§ 2. De Jeugddienst bericht ontvangst van het dossier van aanvraag om erkenning. Hij informeert de verzoekende vereniging over het volledig of onvolledig karakter van het dossier.

§ 3. De Jeugddienst onderzoekt de aanvraag om erkenning en vraagt het advies van de Inspectie, zodra het dossier volledig is. De dienst geeft een voorstel van beslissing en het advies van de Inspectie aan de Minister van Jeugd binnen een termijn van zestig kalenderdagen vanaf de ontvangst van het volledig dossier. De dienst voegt het dossier bij zijn voorstel van beslissing.

§ 4. De Minister van Jeugd deelt per aangetekend schrijven de erkenning of niet-erkenning aan de verzoekende vereniging mee, binnen een termijn van honderd twintig kalenderdagen vanaf de ontvangst van het volledig dossier door de Jeugddienst.

*Afdeling 2. — Erkenning van de Regionale coördinaties van huiswerkinstituten***Art. 3.** § 1. Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag om erkenning als Regionale coördinatie meegaan met het pedagogisch project en het laatste jaarlijks actieplan bedoeld in artikel 9, § 1, 1^o, van het decreet.

§ 2. Het pedagogisch project bepaalt de algemene werklijnen van de Coördinatie.

Het bevat minstens de volgende elementen :

- De finaliteiten;
- De algemene doelstellingen (definitie en articulatie met de opdrachten bedoeld in de artikelen 2, § 1 en 9, § 1, van het decreet);
- Het onderzoek naar het publiek en de omgeving;
- De huidige situatie (namelijk beschrijving van en onderzoek naar de verwachtingen en behoeften van de huiswerkinstituten);
- De algemene werkhypothesen;
- De beschrijving van de methodes;
- De beschrijving van de uit te voeren middelen (namelijk op menselijk en financieel vlak);
- De beschrijving van de eventuele samenwerkingsverbanden of partnerschappen.

§ 3. Het jaarlijks actieplan omvat de acties die beoogd worden met referentie naar het pedagogisch project. Het vertegenwoordigt een referentiekader dat zou kunnen worden aangepast in functie van de evolutie van het pedagogisch project.

Het bevat minstens de volgende elementen :

- De operationele doelstellingen;
- De beschrijving van de concrete acties en activiteiten die minstens verwijzen naar de actielijnen bepaald in artikel 9, § 1 van het decreet (informatie en oriëntatie, diensten voor verenigingen, opleiding);
- De beschrijving van de methodes, actiemiddelen, samenwerkingsverbanden of partnerschappen met andere instellingen of verenigingen;
- De programmering (namelijk de verschillende fasen, de verwachte resultaten, de evaluatie-indicatoren).

Art. 4. De aanvraag om erkenning bevat eveneens de statuten van de vereniging, het bewijs van de activiteiten die reeds uitgevoerd zijn alsmede het ambtsgebied waarvoor de vereniging een erkenning aanvraagt.**Art. 5.** De aanvraag bepaalt daarenboven het aantal, de naam en de gegevens van de erkende huiswerkinstituten die door de vereniging in het ambtsgebied opgenomen zijn waarvoor zij een erkenning aanvraagt.

Art. 6. Het maximaal bedrag van de vrijwillige toetreding, bedoeld in artikel 9, § 2, 7°, van het decreet, wordt vastgesteld op 250 euro.

Afdeling 3. — Erkenning van een Communautaire Federatie van de huiswerkinstituten

Art. 7. § 1. Om ontvankelijk te zijn moet de aanvraag om erkenning als Communautaire Federatie meegaan met het pedagogisch project en met het laatste actieplan bedoeld in artikel 11, § 1, 1°, van het decreet.

§ 2. Het pedagogisch project bepaalt de algemene werklijnen van de Federatie.

Het bevat minstens de volgende elementen :

- De finaliteiten;
- De algemene doelstellingen (definitie en articulatie met de opdrachten bedoeld in de artikelen 2, § 1 en 11, § 1, van het decreet);
- Het onderzoek naar het publiek en de omgeving;
- De huidige situatie (namelijk beschrijving en onderzoek van de verwachtingen en behoeften van de coördinaties van de huiswerkinstituten);
- De algemene werkhypothese;
- De beschrijving van de methodes;
- De beschrijving van de uit te voeren middelen (namelijk op menselijk en financieel vlak);
- De beschrijving van de eventuele samenwerkingsverbanden of partnerschappen.

§ 3. Het jaarlijks actieplan omvat de acties die beoogd worden met referentie naar het pedagogisch project. Het vertegenwoordigt een referentiekader dat zou kunnen worden aangepast in functie van de evolutie van het pedagogisch project.

Het bevat minstens de volgende elementen :

- De operationele doelstellingen;
- De beschrijving van de concrete acties en activiteiten die minstens verwijzen naar de actielijnen bepaald in artikel 11, § 1 van het decreet (informatie en oriëntatie, diensten voor verenigingen, opleiding);
- De beschrijving van methodes, actiemiddelen, samenwerkingsverbanden of partnerschappen met andere instellingen of verenigingen;
- De programmering (namelijk de verschillende fasen, de verwachte resultaten, de evaluatie-indicatoren).

Art. 8. De aanvraag bevat eveneens de statuten van de vereniging, de lijst van de leden die zetelen in de bestuursorganen, de lijst van de vertegenwoordigers van de Regionale coördinaties die geassocieerd zijn met bestuursorganen en het bewijs van activiteiten die reeds worden uitgevoerd.

Art. 9. De aanvraag om erkenning bepaalt daarenboven het aantal, de naam en de gegevens van de erkende Regionale coördinaties die de vereniging groepeerd.

Afdeling 4. — De intrekking van de erkenning van een Regionale coördinatie van huiswerkinstituten of van de Communautaire Federatie van de huiswerkinstituten tegen de beslissing van intrekking of van weigering van erkenning

Art. 10. § 1. De Minister van Jeugd kan, op ieder moment, beslissen over de intrekking van de erkenning van de Regionale coördinatie of van de Communautaire federatie van de huiswerkinstituten die de condities en verplichtingen vastgelegd bij het decreet en dit besluit niet meer naleeft.

§ 2. De Minister van Jeugd deelt zijn intentie aan de betrokken vereniging mee vóór de beslissing van intrekking genomen wordt. Vanaf deze bekendmaking, beschikt de vereniging over een termijn van dertig kalenderdagen om bijkomende stukken aan de Minister van Jeugd over te maken en hem te zeggen of ze uitgebreid wil worden. Vanaf het einde van die termijn ontvangt de Minister van Jeugd de vereniging die eerst gevraagd heeft om gehoord te zijn en trekt de erkenning al dan niet in. Hij maakt zijn beslissing aan de betrokken vereniging bekend per aangetekend schrijven.

Art. 11. § 1. Het beroep tegen een intrekking of een weigering van erkenning wordt per aangetekend schrijven bij de Minister van jeugd ingediend binnen een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de bekendmaking van de beslissing om intrekking of weigering.

§ 2. Zodra het beroep ontvangen is, deelt de Minister van Jeugd het dossier aan de Jeugddienst en geeft hij een kopie voor advies aan de Commissie.

§ 3. De Jeugddienst en de Commissie kunnen de vertegenwoordiger(s) van de vereniging ontvangen die een beroep heeft (hebben) ingediend om hun argumenten te horen.

§ 4. De Commissie deelt haar advies mee aan de Jeugddienst binnen een termijn van zestig kalenderdagen vanaf het indienen van het beroep.

§ 5. Zodra het advies van de Commissie ontvangen is, beschikt de Jeugddienst over een termijn van dertig kalenderdagen om aan de Minister van Jeugd een voorstel van beslissing over te maken. Het advies van de Commissie wordt gevoegd bij het voorstel van beslissing.

§ 6. De Regering beslist over het beroep binnen een termijn van honderd twintig kalenderdagen vanaf het indienen van het beroep.

HOOFDSTUK III. — Subsidies voor regionale coördinaties van huiswerkinstituten en voor Communautaire Federaties van de huiswerkinstituten

Art. 12. Om de in artikel 19 van het decreet bedoelde subsidie te kunnen genieten, moet de Regionale coördinatie, ten laatste op 31 maart van het lopend activiteitenjaar een aanvraag om subsidie indienen op de Jeugddienst. Deze aanvraag wordt ingediend via een formulier dat opgesteld is door de Jeugddienst en gaat samen met een activiteitenproject en een provisioneel begrotingsplan.

Art. 13. § 1. De waarde van het punt met betrekking tot de tewerkstellingssubsidie bedoeld in artikel 19, 2e lid, a), van het decreet, wordt vastgesteld op 2.541 euro.

Die tewerkstellingssubsidie wordt gewettigd door stukken die vaststellen dat de Regionale coördinatie, in het kader van een werknemersarbeidsovereenkomst, minstens één voltijds equivalent te werk stelt in een animatieambt, tijdens de periode die door de subsidie gedekt wordt. De Regionale coördinatie deelt deze stukken ten laatste op 31 maart van het jaar volgend op de periode gedekt door de subsidie aan de Jeugddienst mee.

§ 2. Het bedrag van de werkingssubsidie bedoeld in artikel 19, 2e lid, b), van het decreet wordt vastgesteld op 31.170 euro.

Die werkingssubsidie wordt gewettigd op basis van een activiteiten- en jaarlijkse rekeningenverslag voor de periode gedekt door de subsidie. Die documenten worden ten laatste op 31 maart van het jaar volgend op de periode gedekt door de subsidie, aan de Jeugddienst meegedeeld.

Art. 14. Om de in artikel 20 van het decreet bedoelde subsidie te kunnen genieten, moet de Communautaire Federatie ten laatste op 31 maart van het lopend activiteitenjaar een aanvraag om subsidie aan de Jeugddienst overmaken. Die aanvraag wordt ingediend via een formulier opgesteld door de Jeugddienst en gaat samen met een activiteitenproject en een provisionele begroting.

Art. 15. § 1. De waarde van het punt met betrekking tot de tewerkstellingssubsidie bedoeld in artikel 20, 2e lid, a), van het decreet, wordt vastgesteld op 2.541 euro.

Die tewerkstellingssubsidie wordt gewettigd door stukken die vaststellen dat de regionale coördinatie, in het kader van een werknemersarbeidsovereenkomst, minstens één voltijds equivalent te werk stelt in een animatieambt, tijdens de periode die door de subsidie gedekt wordt. De Regionale coördinatie deelt deze stukken ten laatste op 31 maart van het jaar volgend op de periode gedekt door de subsidie aan de Jeugddienst mee.

§ 2. Het bedrag van de werkingssubsidie bedoeld in artikel 20, 2e lid, b), van het decreet wordt vastgesteld op 13.020 euro.

Die werkingssubsidie wordt gewettigd op basis van een activiteiten- en jaarlijkse rekeningenverslag voor de periode gedekt door de subsidie. Die documenten worden ten laatste op 31 maart van het jaar volgend op de periode gedekt door de subsidie, aan de Jeugddienst meegedeeld.

Art. 16. De forfaitaire subsidies bedoeld bij dit hoofdstuk worden ten laatste op 30 juni van het lopend activiteitenjaar uitbetaald.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 17. De Jeugddienst organiseert jaarlijks een vereniging met de vertegenwoordigers van de O.N.E. en van de Inspectie, teneinde informatie te kunnen uitwisselen betreffende de evaluatie en de controle van de structuren waarmee zij belast zijn krachtens dit decreet.

De Jeugddienst kan bijkomende vergaderingen organiseren op het initiatief van de O.N.E. of van de Inspectie.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 19. De Minister van Jeugd wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 4 mei 2005.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1781

[2005/201939]

7 JUILLET 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant la définition de la « petite ou moyenne entreprise » au sens du décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies, modifié par le décret-programme du 17 décembre 1997, par le décret du 15 février 2001 et par le décret du 13 novembre 2002, notamment l'article 1^{er}, 5^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 1994 définissant la « petite ou moyenne entreprise » en vue de l'octroi d'aides et interventions pour la recherche et les technologies;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 février 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 mars 2005;

Vu la concertation avec le Conseil économique et social de la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 27 juin 2005;

Sur la proposition de la Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies, on entend par « petite ou moyenne entreprise » toute entreprise répondant à la définition des petites et moyennes entreprises qui figure à l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 1994 définissant la « petite ou moyenne entreprise » en vue de l'octroi d'aides et interventions pour la recherche et les technologies est abrogé.